

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**G/SG/W/39**

18 octobre 1995

(95-3151)

**Comité des sauvegardes**

Original: anglais

## QUESTIONS CONCERNANT LA NOTIFICATION DES LOIS ET REGLEMENTATIONS PRESENTEE PAR LES ETATS-UNIS<sup>1</sup> AU TITRE DE L'ARTICLE 12:6 DE L'ACCORD

La Mission permanente de l'Australie a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, en date du 5 octobre 1995.

1. L'article 202 c) 1) C) désigne deux facteurs économiques à prendre en compte pour déterminer la cause substantielle. Est-il exact que le premier facteur, c'est-à-dire une augmentation des importations, en termes réels ou en valeur relative, est un facteur nécessaire aux fins des mesures de sauvegarde? Ces deux facteurs sont-ils suffisants pour justifier une constatation positive?
2. Si les importations réalisées dans le cadre de l'ALENA ont été exclues du champ d'application des mesures de sauvegarde, par exemple en vertu du paragraphe 312 (page 25), sont-elles également exclues du nombre des facteurs à prendre en considération conformément à l'article 202 c) 1) (page 5) et réputées être d'autres facteurs au sens de l'article 202 c) 2) B)? Dans la négative, comment cela se justifierait-il au regard de l'Accord sur les sauvegardes?
3. L'article 202 c) 4) C) (page 6) envisage une segmentation du marché aux fins de la définition de la branche de production nationale conformément à l'article 4.1 ii) de l'Accord antidumping. Des circonstances exceptionnelles en ce sens ne sont pas prévues par l'Accord sur les sauvegardes. Comment cette segmentation du marché peut-elle se justifier au regard de l'Accord sur les sauvegardes?
4. Au sujet de l'article 202 c) 6) A) i) (page 6), quelle est la méthode utilisée pour définir "une proportion majeure"?
5. Comment se définissent un "article similaire" et un "article directement concurrent"?
6. Au sujet de l'article 202 c) 6) B) (page 6), faut-il que la sous-utilisation de la capacité de production soit importante pour qu'il y ait "sous-emploi important des installations de production"?
7. Les mesures provisoires prises en vertu de l'article 202 d) 1) (page 7) sont-elles limitées à la majoration des droits de douane prévue à l'article 6 de l'Accord sur les sauvegardes? (Les

---

<sup>1</sup>G/SG/N/1/USA/1.

alinéas d) 1) E) et d) 1) F) de l'article 202, considérés conjointement avec l'alinéa d) 5) C) ii) du même article, page 10, donneraient à penser qu'il s'agit d'une solution privilégiée.)

8. Les alinéas a) 3) E) (page 15) et f) 1) (page 18) de l'article 203 semblent prévoir des arrangements d'autolimitation. Si tel est le cas, dans quelles circonstances seraient-ils compatibles avec l'article 11:1 b) de l'Accord sur les sauvegardes? Ces arrangements d'autolimitation seraient-ils l'objectif des négociations internationales mentionnées aux alinéas e) 4) A) et e) 5) B) v) de l'article 202 (page 11)? Dans le cas contraire, qu'est-ce qui est envisagé dans ces alinéas?

9. L'article 203 a) 3) F) (page 15) prévoit l'attribution par adjudication des licences d'importation. Cela se produira-t-il seulement lorsque les droits de douane ne sont pas consolidés? Dans la négative, dans quelles circonstances cette condition supplémentaire imposée sur les importations serait-elle compatible avec l'obligation, figurant à l'article 5 de l'Accord sur les sauvegardes, de n'appliquer des mesures de sauvegarde que dans la mesure nécessaire pour prévenir ou réparer un dommage grave?

10. L'article 203 a) 4) (page 15) ne prévoit des délais que pour les mesures prises en vertu de l'article 202 d) 2) D). Quels sont les délais fixés pour les mesures relevant de l'article 202 d) 1) G) afin d'assurer que les mesures provisoires ne seront pas appliquées pendant plus de 200 jours?

11. Il semble que l'article 204 e) 1) autorise un traitement discriminatoire dans la mise en oeuvre des mesures de sauvegarde. Est-ce exact et, dans l'affirmative, dans quelles circonstances cela pourrait-il se produire et comment cela serait-il compatible avec l'Accord de l'OMC?

12. Dans la règle 206.5 d) (page 30), le terme "consommateurs" s'applique-t-il également aux consommateurs industriels qui pourraient être affectés par les restrictions touchant les importations?